

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE CONTRIBUTION AU FINANCEMENT D'UNE OPERATION DE RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS : EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL</p>
--

Entre les soussignés :

La Fédération Départementale d'Energie du Pas de Calais (FDE62), agissant en tant qu'autorité concédante pour la commune indiquée à l'article 1 de la présente convention, laquelle lui a transféré son pouvoir d'autorité concédante en matière de distribution publique de gaz, représenté par son Président, Monsieur Michel SERGENT, dûment habilité à cet effet par délibération de l'assemblée délibérante en date du 17 octobre 2020, transmise préalablement à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2020, accompagnée des pièces du projet de contrat,

désignée ci-après : **«l'autorité concédante»**

Et

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511, dont le siège social est situé 6 rue Condorcet –PARIS (9eme)-, représenté par Monsieur Philippe LAHET, Directeur clients – territoires Nord-Ouest, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Edouard SAUVAGE, Directeur Général, en date du 1^{er} janvier 2021,

désigné ci-après : **«le concessionnaire»**

Il a été exposé ce qui suit :

La réglementation en vigueur, en particulier l'article L.432-7 du code de l'énergie, offre la faculté aux autorités concédantes du service public de la distribution de gaz naturel, d' *« apporter leur contribution financière aux gestionnaires des réseaux de distribution pour étendre les réseaux de gaz naturel sur le territoire des concessions déjà desservies partiellement ou pour créer de nouvelles dessertes de gaz naturel sur le territoire des communes non encore desservies par un réseau de gaz naturel, lorsque le taux de rentabilité de cette opération est inférieur à un niveau fixé par voie réglementaire »*. L'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 fixe le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article L.432-7 du code de l'énergie.

Le concessionnaire a mené des études pour réaliser une opération de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel les communes de Bezinghem et Doudeauville

Une contribution au projet de raccordement de la commune s'avérant nécessaire, et conformément aux dispositions de l'article R432-8 du code de l'énergie, l'assemblée délibérante de l'autorité concédante, dans sa délibération en date du 17 octobre 2020, s'est prononcée favorablement au principe d'accorder une telle contribution et a arrêté le montant de la contribution à la somme de 44000 euros.

L'assemblée délibérante de l'autorité concédante a habilité le président du FDE62 à signer une convention avec le concessionnaire pour formaliser cet accord.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'autorité concédante contribue au financement de l'opération de raccordement décrite à l'article 2 ci-dessous.

Article 2 - Description de l'opération de raccordement

L'opération de raccordement pour laquelle l'autorité concédante apporte sa contribution financière est la suivante :

- Nature des travaux : desserte des communes de Bezinghem et Doudeauville
- Description des ouvrages : 850 mètres de PE 63
- Localisation géographique : cf plan prévisionnel joint en annexe

Article 3 – Modalités de calcul de la contribution à l'opération de raccordement

Le concessionnaire a estimé le montant de l'investissement nécessaire à l'opération de raccordement et a réalisé un calcul, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière, sur une durée de 30 ans

Le résultat, pour l'opération visée à l'article 2, montre que la rentabilité n'est pas atteinte.

Les principales données retenues par le concessionnaire pour aboutir à ce résultat sont les suivantes :

- ✓ Au maximum de la consommation prévisionnelle, soit au bout de 12 ans :
 - nombre de clients T2 : 30
- ✓ Consommation prévisionnelle totale sur la période de 12 ans : 5785 MWh
- ✓ tarif acheminement pris en compte : ATRD6 au 1^{er} juillet 2020 X 1,05
- ✓ montant de l'investissement brut sur la période de 30 ans : 91761 €
- ✓ montant de l'investissement brut sur la période de 30 ans hors branchement : 61925 €
- ✓ montant des dépenses d'exploitation sur la période de 30 ans : 152404 €

Pour que le concessionnaire puisse réaliser cette opération, il est nécessaire qu'une contribution financière d'un montant de 44000 € soit apportée par l'autorité concédante.

Article 4 – Montant et versement de la contribution de l'autorité concédante

L'autorité concédante s'engage à verser la somme de 44000 euros au concessionnaire.

Cette contribution sera versée au concessionnaire préalablement à tout début d'exécution des travaux.





Cette contribution financière ne rentre pas dans l'assiette de calcul du terme R2 de la redevance mentionné au cahier des charges de concession de distribution publique de gaz naturel.

La présente convention vaut demande de règlement. Néanmoins, afin de faciliter le suivi de ce règlement, le concessionnaire émettra un avis d'appel de fonds reprenant les références

ci-dessous, à indiquer par l'autorité concédante dans son virement bancaire sur le compte du concessionnaire :

REFERENCE : Subvention\RV2-1801026

RIB :

 BRED BANQUE POPULAIRE	Relevé d'identité bancaire												
STE GRDF - REGION SIEGE DELEGATION FINANCES 6 RUE CONDORCET 75009 PARIS	<table border="1"><tr><td>Code banque 10107</td><td>Code guichet 00109</td><td>Code BIC BREDFRPPXXX</td></tr><tr><td colspan="2">Numéro de compte 00412020297</td><td>Clé 90</td></tr><tr><td colspan="3">Domiciliation : BRED PARIS CHAMPERRET  0820336109</td></tr><tr><td colspan="3">Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7001 0900 4120 2029 790</td></tr></table>	Code banque 10107	Code guichet 00109	Code BIC BREDFRPPXXX	Numéro de compte 00412020297		Clé 90	Domiciliation : BRED PARIS CHAMPERRET  0820336109			Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7001 0900 4120 2029 790		
Code banque 10107	Code guichet 00109	Code BIC BREDFRPPXXX											
Numéro de compte 00412020297		Clé 90											
Domiciliation : BRED PARIS CHAMPERRET  0820336109													
Numéro de compte bancaire international : FR76 1010 7001 0900 4120 2029 790													

Conformément à l'article 10 de loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, le concessionnaire produira un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées aux travaux visés à l'article 2 à l'autorité concédante dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la contribution a été attribuée.

Ce compte-rendu sera intégré dans le cadre du CRAC mentionné au cahier des charges de concession de distribution publique de gaz naturel.

Article 5 – Conditions de remboursement de la contribution de l'autorité concédante

Au terme d'un délai de 12 ans à compter de la réalisation de l'opération de raccordement, correspondant à la date de mise en gaz et sur demande de l'autorité concédante, un examen de la situation sera réalisé pour prendre en compte les éléments constatés, en regard des éléments prévisionnels décrits à l'article 3.

Les parties conviennent que le Compte d'Exploitation Prévisionnel joint figurant à l'Annexe 6 du traité de concession sera recalculé avec les données réellement constatées.

Si le TRI résultant est supérieur au TRI initial avant impôt, alors le concessionnaire rembourse totalement ou partiellement la contribution, à hauteur de la différence entre la contribution initialement versée et le niveau de contribution qui aboutit à rétablir le TRI initial.

Le remboursement ne pourra excéder le montant de contribution initiale.

Article 6 – Responsabilités

Tous les travaux exécutés dans le cadre de la présente convention le sont sous la maîtrise d'ouvrage du concessionnaire.

Les travaux ne seront exécutés qu'après avoir reçu de l'autorité concédante la contribution financière prévue à l'article 4.

En aucun cas, la responsabilité du concessionnaire ne pourra être retenue du fait du défaut ou du retard dans l'exécution des travaux dû au retard ou au défaut de versement de la contribution financière.

L'autorité concédante garantit le concessionnaire contre toute action amiable et/ou contentieuse de la part des bénéficiaires de l'opération de raccordement si l'origine de l'action provient du retard ou du défaut de paiement de ladite contribution.

En aucun cas, la responsabilité du concessionnaire ne pourra être retenue du fait du défaut ou du retard de travaux à charge de l'autorité concédante.

L'autorité concédante garantit le concessionnaire contre toute action amiable et/ou contentieuse de la part des bénéficiaires de l'opération de raccordement si l'origine de l'action provient du retard ou du défaut de réalisation de travaux à sa charge.

Article 7- Entrée en vigueur et fin de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et, le cas échéant, après accomplissement par l'autorité concédante des formalités destinées à la rendre publique.

A défaut de versement par l'autorité concédante au concessionnaire de l'intégralité de la contribution financière visée à l'article 4 avant le 30 avril 2021, la convention sera rendue caduque sans qu'il soit besoin d'autres formalités.

La convention prendra fin sans qu'il soit besoin d'autres formalités à la date de survenance de l'un des événements suivants :

- dès que le concessionnaire aura communiqué à l'autorité concédante le résultat du calcul visé à l'article 5, dès lors que ce résultat est négatif ;
- dès que le concessionnaire aura effectué le remboursement visé à l'article 5 si le résultat du calcul est positif ;
- au terme d'un délai de 13 années à compter de la réalisation de l'opération de raccordement.

Article 8 – Règlement des litiges

Toute difficulté liée à l'application et/ou à l'interprétation de la présente convention sera traitée comme il est écrit dans le cahier des charges de concession de distribution publique de gaz naturel.

Article 9- Frais de timbre et d'enregistrement

La présente convention est dispensée des frais de timbre et d'enregistrement.

Les droits éventuels d'enregistrement et de timbre seront à la charge de celle des Parties qui aura motivé leur perception.

Fait à Dainville, le , en triple exemplaire original

Pour l'autorité concédante

Pour le concessionnaire

Le Président

Le Directeur

Michel SERGENT

Philippe LAHET

Annexe

TRACE PREVISIONNEL DE L'OPERATION DE DESSERTE

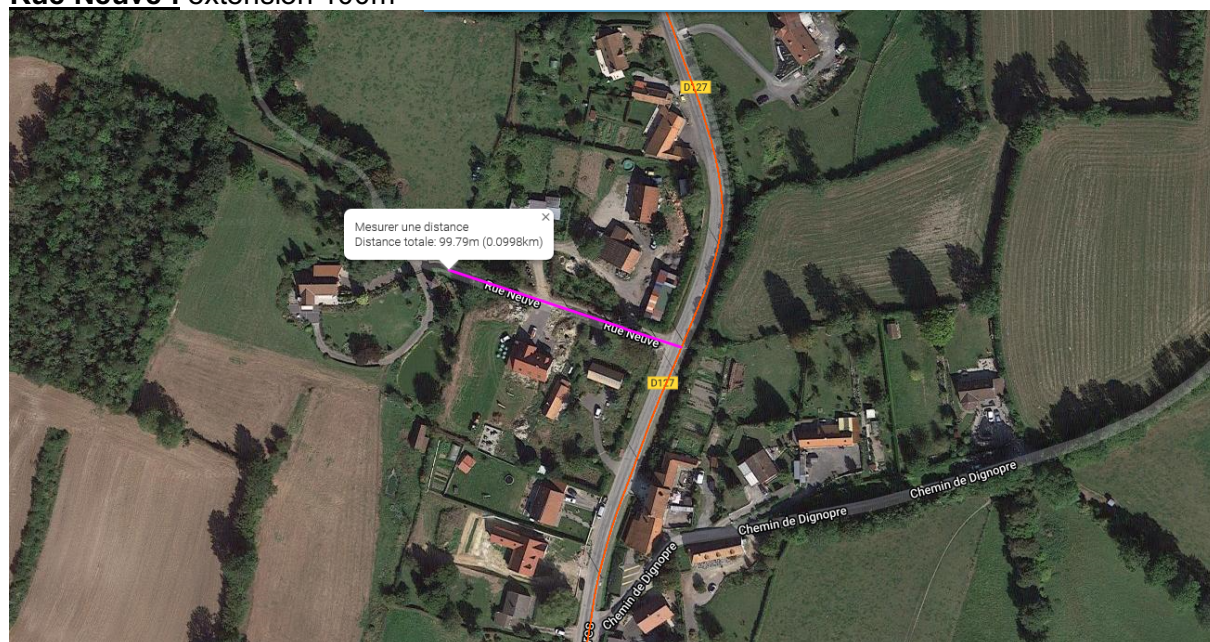
Rue de l'église : extension 69m



Rue Cardinal : extension 586m



Rue Neuve : extension 100m



Chemin Dignopre : extension 95m

